



**Commune
de Saint-Prex**

PRÉAVIS de la Municipalité au Conseil communal

Préavis n° 06/04.2025 – section des finances

Adoption de la gestion et des comptes 2024

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Conformément aux dispositions

- de la loi sur les communes du 28 février 1956 (état au 1^{er} juillet 2013), art. 93 c qui stipule que «le rapport de la Municipalité sur la gestion, les comptes arrêtés au 31 décembre précédent, accompagnés cas échéant du rapport et du rapport-attestation du réviseur, sont remis au conseil général ou communal au plus tard le 31 mai de chaque année et renvoyés à l'examen de la commission de gestion. Les compétences de la commission des finances prévues par le règlement du Conseil sont réservées;
- du règlement du Conseil d'Etat du 14 décembre 1979 sur la comptabilité des communes;
- du règlement du Conseil communal de Saint-Prex du 18 septembre 2015, articles 96 et suivant;

nous avons l'avantage de soumettre à votre approbation la gestion et les comptes communaux, arrêtés au 31 décembre 2024, accompagnés du rapport de gestion de la Municipalité sur les comptes 2024.

La Municipalité est à disposition de la commission de gestion, de la commission des finances et du Conseil communal pour fournir tous renseignements complémentaires.

Préambule

Comme les années précédentes, la Municipalité a regroupé dans un seul et même document son rapport et les comptes arrêtés au 31 décembre 2024.

Résultat du compte de fonctionnement 2024

Les comptes 2024 donnent le résultat suivant:

Charges	CHF	49'072'473.61		
Revenus			CHF	49'077'960.70
Résultat	CHF	5'487.09		
Sommes égales	CHF	49'077'960.70	CHF	49'077'960.70

Conclusions

En conclusion et vu ce qui précède, nous vous invitons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, à bien vouloir prendre les décisions suivantes:

Le Conseil communal de Saint-Prex

- vu le préavis municipal
- vu les comptes communaux, arrêtés au 31 décembre 2024, accompagnés du rapport de la Municipalité
- entendu les rapports des commissions chargées de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

d é c i d e

- 1) d'approuver la gestion, les comptes communaux pour l'exercice 2024, le bilan et les annexes, tels qu'ils sont présentés;
- 2) d'approuver la création d'un préfinancement de l'amortissement de la partie SEEP du CTC de Fr. 2'800'000.00 (compte 2930.01);
- 3) d'approuver les principes MCH2 tels que présentés;
- 4) d'approuver le règlement des fonds pour les rénovations visant le maintien de la valeur des immobilisations du patrimoine financier;
- 5) de donner décharge à la Municipalité de sa gestion pour l'année 2024.

Adopté par la Municipalité en séance du 31 mars 2025

Au nom de la Municipalité

Le Syndic			La Secrétaire
	S. Porzi		 A. Guyomard

Délégué municipal: M. Anthony Hennard, municipal

Préavis déposé devant le Conseil communal le 30 avril 2025

Annexe: comptes 2024

Principes régissant l'établissement des comptes annuels de la commune de Saint-Prex

Bases légales appliquées

Les comptes sont présentés conformément à la loi sur les communes du 28 février 1956 (LC) et au règlement sur la comptabilité des communes du 14 décembre 1979 (RCCom), ainsi qu'aux dispositions du manuel de base MCH2 pour les communes vaudoises, manuel élaboré à partir des recommandations du manuel MCH2 publié par la Conférence des directrices et des directeurs des finances (CDF).

Principes comptables généraux

Les comptes sont établis de manière à donner une image de la situation financière qui soit la plus conforme possible à l'état réel des finances du patrimoine administratif. Ils respectent également les principes comptables suivants définis dans la recommandation n° 2 MCH2 : produit brut, comptabilité d'exercice, continuité, importance, clarté, fiabilité, comparabilité et permanence des méthodes.

Régularisation des recettes fiscales

Les recettes fiscales sont régularisées selon les principes de l'échéance. À la fin de l'année, toutes les créances fiscales relatives à l'année sont comptabilisées, même si elles ne sont pas encore payées. La différence entre l'impôt facturé et l'impôt définitivement dû ne fait l'objet d'aucune estimation.

Périmètre de présentation des comptes annuels

Ces comptes comprennent uniquement les comptes de la commune. Il n'y a pas de consolidation des comptes des associations de communes ou des autres organisations ou sociétés auxquelles elle est liée. L'annexe donne les informations nécessaires à apprécier les relations financières qui encourent entre la commune et lesdites associations de communes, organisations et sociétés.

Structure des comptes

Les comptes de la commune se composent d'un compte de résultat à deux niveaux, du compte des investissements, du bilan, du tableau des flux de trésorerie et de l'annexe aux comptes annuels.

Compte de résultats

A l'instar du budget, les natures du compte de résultats sont présentées principalement selon la classification fonctionnelle.

En dérogation à la recommandation N° 8 MCH2, les excédents de charges ou de revenus des financements spéciaux, des fonds, des legs et des fondations constatés pour l'exercice font l'objet d'un prélèvement (groupe de comptes 45) ou d'une attribution (groupe compte 35) au capital propre (comptes 290 et 291).

Compte des investissements

Le compte des investissements repose essentiellement sur le plan comptable MCH2 de la CDF.

Bilan

La structure du bilan prévoit les dérogations suivantes au plan comptable MCH2 de la CDF :

1) Les engagements envers les fonds, les financements spéciaux, les legs et les fondations sans personnalité juridique sous capitaux de tiers n'ont pas de comptes spécifiques. Ceux-ci sont inscrits dans les groupes de comptes relatifs à ces mêmes éléments du capital propre (comptes 290 et 291).

2) Conformément à la pratique de l'Etat de Vaud et en partant du constat que les instruments relatifs aux passifs de régularisation et aux engagements conditionnels sont suffisants pour renseigner sur les engagements vis-à-vis de tiers, les communes vaudoises ne peuvent pas constituer des provisions.

3) Conformément à la pratique de l'Etat de Vaud, il n'y a pas de compte prévu pour l'enregistrement des excédents provenant des enveloppes budgétaires. Ces excédents influencent donc le résultat.

4) Les amortissements supplémentaires sont autorisés, mais traités comme des préfinancements. Il n'y a donc pas de compte prévu pour l'enregistrement des amortissements supplémentaires cumulés.

Annexe aux comptes

L'annexe présente l'état du capital propre, le tableau des associations de communes, le tableau des titres et des participations, le tableau des prêts et des engagements hors bilan, le tableau des immobilisations, ainsi que le tableau des indicateurs financiers. D'autres documents supplémentaires seront proposés au cours de ces prochaines années.

Patrimoine administratif

Les actifs du patrimoine administratif n'ont pas été retraités lors du passage à MCH2.

L'inscription à l'actif du patrimoine administratif des dépenses d'investissement doit passer par le compte des investissements, soit les groupes de comptes 5 et 6. Les dépenses d'investissement inférieures à Fr. 50'000.00 par objet sont portées au compte de résultats à travers le groupe de comptes 311.

Les immobilisations du patrimoine administratif sont inscrites au bilan, nettes des subventions d'investissement acquises et sont obligatoirement amorties de manière linéaire, dès l'année successive à la première utilisation de l'actif concerné (N+1).

La durée d'amortissement dépend de la catégorie d'immobilisation concernée, selon le tableau des durées d'amortissement présent dans l'annexe du Règlement sur la comptabilité des communes (RCCom). Si les circonstances l'exigent, un amortissement non planifié peut être comptabilisé.

Les crédits d'études en vue de l'acquisition, la réalisation ou la rénovation d'un actif appartenant au patrimoine administratif sont amortis, à condition d'être inscrits au bilan, dès le premier franc dépensé, sur 10 ans.

Si le projet d'investissement concerné par le crédit d'étude est abandonné, la valeur résiduelle du crédit d'étude est amortie dans son intégralité l'année durant laquelle l'abandon du projet a été décidé.

Aux fins de la détermination des prestations propres en lien avec des investissements du patrimoine administratif devant faire l'objet d'une activation, le seuil d'importance est fixé à Fr. 50'000.00.

Patrimoine financier

Les communes vaudoises ne sont pas autorisées à procéder à un retraitement du patrimoine financier au sens défini par le MCH2. En effet, les actifs du patrimoine financier ne peuvent pas être évalués au-dessus de leur prix de revient. Par conséquent, le principe de l'image fidèle n'est ici pas respecté.

Les actifs du patrimoine financier ne font pas l'objet d'un amortissement planifié; Si la valeur vénale d'un actif du patrimoine financier se trouve de manière durable en dessous de sa valeur au bilan, une correction est effectuée via le compte 344. Aucune correction à la hausse n'est en revanche autorisée si, par la suite, l'actif devait récupérer une partie ou la totalité de sa valeur d'avant la correction.

Financements spéciaux, fonds, legs et fondations sans personnalité juridique

Les financements spéciaux et les fonds sont des capitaux destinés à un but spécifique (affectés). Les financements spéciaux, à la différence des fonds, sont liés à des domaines qui doivent être obligatoirement autofinancés sont alimentés par des recettes affectées. Les deux doivent reposer sur une base légale. D'autres fonds affectés de manière volontaire concernant les bâtiments et des terrains du patrimoine financier, le port de Taillecou et la création d'un nouveau parking ont été conservés en 2024. Ces derniers sont régularisés par le biais d'un règlement du Conseil.

Ces financements spéciaux sont équilibrés par le biais de prélèvements (4510) et attributions (3510) inscrits dans le compte de résultats. Ils ne font donc pas l'objet d'écritures de clôture séparées comme préconisé par le plan comptable MCH2 de la CDF.

De leur côté, les legs et les fondations sans personnalité juridique correspondent à des capitaux cédés à la commune par des tiers avec obligation de les affecter aux buts voulus par ces mêmes tiers.

Préfinancements et amortissements supplémentaires

Un préfinancement est une constitution de réserve pour une immobilisation du patrimoine administratif pas encore concrétisée. Le préfinancement de charges courantes n'est pas autorisé. En revanche, un amortissement supplémentaire est une constitution de réserve visant une couverture anticipée des charges d'amortissement planifiées d'une immobilisation dont l'amortissement est déjà en cours.

La constitution de ces réserves peut être prévue au moment du bouclage, uniquement s'il existe un excédent de revenus. Son montant ne peut pas dépasser l'excédent constaté. Elle nécessite une validation du Conseil communal, validation qui peut avoir lieu dans le cadre de l'adoption des comptes annuels. Comptablement, la constitution de ces réserves passe par l'inscription d'une charge extraordinaire en faveur du capital propre (compte 2930). La dissolution se fait en même temps que les amortissements planifiés (qui ne sont pas modifiés), par l'inscription de revenus extraordinaires.

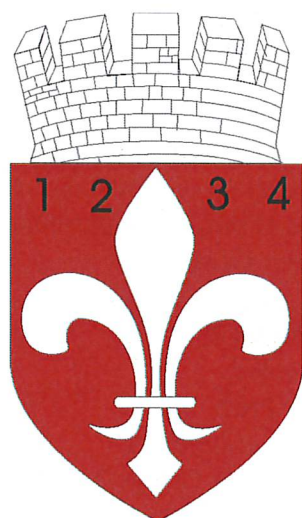
Réserve de politique budgétaire

Les attributions à la réserve de politique budgétaire et les prélèvements sur celle-ci doivent être comptabilisés soit comme des charges extraordinaires soit comme des revenus extraordinaires. Au bilan, la réserve de politique budgétaire est inscrite au capital propre de la commune (compte 2940).

Les attributions à la réserve de politique budgétaire ne peuvent jamais dépasser l'excédent de revenus de l'exercice après la prise en compte des autres écritures extraordinaires. En revanche, un prélèvement sur la réserve de politique budgétaire doit obligatoirement être effectué lorsque l'exercice prévoit un excédent de charges, si possible de manière à le neutraliser. Dès que le résultat cumulé est à l'équilibre, cette réserve peut financer des préfinancements ou des amortissements extraordinaires.

Autres remarques

Pour permettre une comparabilité entre les comptes 2024 MCH2 et le budget 2024 et comptes 2023, tous deux adoptés sous la forme de l'ancien plan comptable, les chiffres ont été retraités manuellement.



COMMUNE DE Saint-Prex

**Règlement
des fonds pour les rénovations visant le
maintien de la valeur des immobilisations
du patrimoine financier**

Règlement des Fonds pour les rénovations visant le maintien de la valeur des immeubles et terrains communaux du patrimoine financier ainsi que du port de Tallecou

But

Art. 1 Ces fonds ont pour but de limiter l'impact des fluctuations des dépenses de rénovation et d'entretien. Ces dépenses visent le maintien de la valeur des immeubles et terrains du patrimoine financier. Un fonds séparé est créé pour chacun des biens suivants :

- Terrains du PF
- Immeubles :
 - Pré 5
 - Perdttemps 1
 - Vieux Collège 3
 - Grand'Rue 1
 - Ancienne Forge Couvaloup 5 – pl. de l'Horloge 5
 - Pont-Levis 11
 - Vergognausaz 45-47
 - Pont-Levis 14
 - Vieux-Collège 11
 - Epondaz 1
 - Epondaz 3
 - Epondaz 5
 - Epondaz 7
 - Garage souterrain (secteur Epondaz)
 - Cheminet 6
 - Cheminet 8
 - Lussy 3
- Tous les futurs immeubles du PF
- Port de Tallecou

Ressources initiales

Art. 2 A leur création, les fonds sont alimentés par la reprise des divers fonds existants mentionnés ci-dessous :

- 2910.01 Fonds pour terrains du PF
- 2910.02 Fonds pour anciens immeubles locatifs (350 à 355)
- 2910.03 Fonds pour port de Tallecou
- 2910.06 Fonds pour la Vergognausaz (ex Arsenal)
- 2910.07 Fonds pour Pont-Levis 11
- 2910.20 Fonds pour Epondaz 1
- 2910.21 Fonds pour Epondaz 3
- 2910.22 Fonds pour Epondaz 5
- 2910.23 Fonds pour Epondaz 7
- 2910.24 Fonds pour garages sous-terrain Epondaz
- 2910.25 Fonds pour Cheminet 6
- 2910.26 Fonds pour Cheminet 8
- 2910.27 Fonds pour Lussy 3

² Chaque fonds est alimenté jusqu'à concurrence de la valeur de l'assurance incendie du bien concerné

Art. 5 En cas de dissolution d'un fonds, le Conseil communal décide, sur proposition de la Municipalité, de l'affectation du solde restant.

Adopté par la Municipalité en date du le 31 mars 2025

Au nom de la Municipalité

Le Syndic  La Secrétaire 

 S. Porzi A. Guyomard

Arrêté par le Conseil communal en date du

Au nom du Conseil communal

Le Président Le/la Secrétaire

L.-C. Pittet O. Cajuste

Approuvé par la Cheffe ou le Chef du Département de, en date du